

ON EN A PARLÉ

- **Un étudiant canadien de l'UPV vainqueur de « la Clapassade »** (Midi Libre du 6, Montpellier-ma-ville, La Croix.com du 13, SunFrance.com). Michel Otell, étudiant en sciences du langage, est sous le feu de l'actu.
- **Festival inter-universitaire de création étudiante** - Jusqu'au 22 octobre, les 3 universités de Mtp, celles de Nîmes et de Perpignan et le Crous de Montpellier organisent la 2^e édition d'«Open» (Direct Mtp+ du 14).
- **La Vignette** - C'est dans ce cadre que Diderot ouvre la saison de notre théâtre avec la représentation, le 14 et le 15, du « fils naturel » ou « Les épreuves de la vertu », mise en scène par Hervé Loichemol, avec les élèves de l'école nationale supérieure d'art dramatique de la Comédie St-Etienne. Un drame entre comédie et tragédie La Gazette du 14 au 20).
- **Fusion - Montpellier** - Danièle Hérin, partante pour la création d'un établissement d'excellence, s'exprimait le 6 (AEF). La Gazette fait un point (7-13 oct).
- **« Non aux universitaires qui sont là pour tuer le temps »** - Une réaction suite à l'article précédent (La Gazette du 14-20).
- **SupAgro** - Le directeur veut créer une FCS pour conduire l'initiative d'excellence (AEF du 7)
- **Montpellier devient capitale de la recherche agronomique** (La Gazette du 14-20).
- **Sécurité : les étudiants exigent un système vidéo de surveillance** Après l'agression d'un des leurs cité Boutonnet, une centaine d'étudiants se mobilise . (La Gazette du 7-13 oct).
- **Personnels administratifs : certains régimes indemnitaires « ne sont pas appliqués conformément à la réglementation » (AI-Unsa)** (AEF du 4 oct).
- **Retraites** - Progression du mouvement. La dernière manifestation a tenu ses promesses et les lycéens entrent dans la danse, très agités. Les étudiants s'en mêlent. Le gouvernement n'entend pas lâcher quoique ce soit d'autre. Dans son ensemble, le mouvement s'étend et se durcit. Prochaine manif demain. (presse locale entre le 8 et le 14).

I.M.

ON EN A PARLÉ

UN ÉTUDIANT CANADIEN DE L'UPV VAINQUEUR DE LA « CLAPASSADE »

Midi Libre.com -Édition du mercredi 6 octobre 2010

HéraultMontpellier a enfin trouvé sa "Clapassade"

Midi trente. La grande salle vitrée du Jardin des sens se remplit, petit à petit, des soixante jurés et dix candidats participant à la finale de la Clapassade, ce concours de recettes lancé il y a presque deux ans par la Ville de Montpellier - plus précisément par Michel Aslanian, conseiller municipal délégué à l'emploi - et dont le but est de doter la capitale régionale d'un plat emblématique familial, facile à réaliser et d'un bon rapport qualité prix. Pour l'occasion, les jumeaux étoilés ont prêté leurs cuisines, leur personnel et leurs tables.

Les jurés, quatorze professionnels ou assimilés et quarante-six profanes, ont pour mission de déguster dix recettes. Celles retenues parmi les deux cent quarante arrivées en mairie depuis le lancement du concours.

Le premier plat est avancé. Il s'agit d'une baudroie aux pois chiches. La recette est facile. La combinaison, succulente bien qu'un peu trop "fenouillée" trouve son public. Malheureusement, étant le premier de la liste, il sert d'étalon, ce qui causera sa perte car il sera ensuite impossible de rajuster les notes données. Parmi les dix jurés, qui composent chacune des six tables, il en est un qui rassemble sur une feuille préparée à cet effet les observations de ses neuf autres collègues et donne une note moyenne à une série de questions posées.

Les cotations sont ensuite entrées dans un ordinateur où un programme est censé sortir une appréciation chiffrée moyenne sur 80 pour chaque plat.

Dans une ambiance bon enfant, les Clapassades s'enchaînent, accompagnés de vins des coteaux du Languedoc. Il n'y a pas de mauvaise surprise. Bien au contraire. Certains mariages sont saisissants. Malheureusement, parmi la liste de questions posées aucune ne se rapporte directement au goût et à l'aspect du mets. Des éléments qui sont sans doute trop subjectifs. Dommage.

Alors que la septième plat, une tourte avec pèlardons, viande d'agneau et raisins secs, est présenté, un flyer est glissé sous l'assiette de chaque juré. Dessus, on peut y lire, au milieu d'alléchantes photos, la recette de ce qui va être dégusté. Coup de froid dans la salle. Les jurés se regardent. La recette aurait-elle déjà été choisie ? Serions-nous les dindons de la farce ? Gérard Oudin intervient rapidement et explique que c'est le cuisinier d'un jour qui a pris l'initiative de faire cette publicité. Michel Aslanian enchaîne et rappelle que le mot Clapassade et la recette qui va avec sont propriétés de la Ville.

Sans doute, mais en attendant, l'affaire laisse un drôle de goût dans la bouche. 15 h 30. Après trois heures de dégustation, la sentence tombe. C'est le mouton sauce grisette qui emporte la mise. Au grand étonnement d'une partie des jurés. Autour de la table des lecteurs de Midi Libre, on s'étonne d'un tel choix, on émet même des doutes. D'autres créations avaient les faveurs des gourmets.

Mais ce sont les lois du concours. Michel Otell est applaudi, les élus MoDem, à l'origine de l'initiative, prennent le relais et, accompagnés du maire, expliquent que les Montpelliérains pourront déguster gratuitement le mouton aux grisettes, le 15 octobre, sur le stand de la Ville, à la Foire de Montpellier.

Pour la suite, c'est plus flou. On évoque la création de cartes postales avec la recette écrite dessus, des autocollants et, surtout, l'espoir de trouver un industriel qui commercialisera la Clapassade sous forme de surgelé ou de conserve. Ambitieux !

Gil LORFÈVRE

<http://www.midilibre.com/articles/2010/10/06/A-LA-UNE-Montpellier-a-enfin-trouve-son-plat-emblématique-1412773.php5>

La Clapassade - Michel Otell, le Canadien

Quelques minutes seulement après la proclamation des résultats, **Michel Otell** est assailli par les nombreux journalistes présents pour l'occasion. Calme, la voix posée, le jeune homme tente de répondre aux nombreuses questions qui fusent d'un peu partout dans la salle. « *J'ai participé à ce concours pour m'amuser*, avoue-t-il, le sourire aux lèvres. La recette du mouton aux grisettes, je l'ai inventée en une journée dans la grande cuisine que je partageais, à l'époque, avec des colocataires.» **Âgé de 23 ans, Michel est étudiant à Paul-Valéry. Canadien d'origine libanaise, il est en licence des**

sciences du langage. « *Je n'ai nullement l'intention de devenir cuisinier. Et je n'en ai surtout pas le courage. Mon père est commerçant et je sais les contraintes que ce type de métier engendre.*

» Quand on lui demande comment lui est venue cette idée de marier réglisse et mouton, il raconte : « J'ai fait des recherches sur les plats historiques de Montpellier et sa région. C'est là que j'ai trouvé le mouton et ensuite j'ai ajouté le bonbon local. Rien de très compliqué. Mais il faut avouer que si, aujourd'hui, ma recette a autant de succès, c'est en partie grâce à l'aide apportée par **Éric Cellier**, le chef de la Maison de la Lozère, qui m'a beaucoup aidé à confectionner ce plat. »

Midi Libre

http://www.montpellier.maville.com/actu/actudet_-La-Clapassade-Michel-Otell-le-Canadien_dep-1540392_actu.Htm

La-Croix.com – 13 oct 2010

La Clapassade de Michel Otell

La nouvelle spécialité gastronomique de Montpellier, à base de mouton et de Grisettes de Montpellier (bonbons à la réglisse).

Ingrédients pour 4 à 6 personnes

- bouillon (de volaille ou autre)
- 800 g environ de collier ou de poitrine de mouton
- 1 gros oignon* émincé
- 3 cuillerées à soupe d'huile d'olive*
- 2 cuillères à café rases de farine*
- beurre* et farine * pour le roux brun
- épices et aromates : miel* de Narbonne, réglisse en poudre, Grisettes de Montpellier ou 3 - 4 bâtonnets de réglisse, 1 cuillère à café de cassonade*, poivre blanc, fleur de sel de Camargue, zestes de citron*

* tous ces produits se trouvent facilement en agriculture biologique

Préparation



Poivrer au poivre blanc et mettre à rissoler dans une cocotte, avec 3 cuillerées à soupe d'huile d'olive, 800 g environ de collier ou de poitrine de mouton en morceaux. Ajouter un gros oignon émincé ; poudrer avec une cuillerée à café de cassonade et deux cuillerées à soupe rases de farine. Bien mélanger le tout.

Mouiller largement la viande de bouillon. Laisser mijoter pendant 45 minutes, dégraisser complètement, ajouter des bâtons de réglisse, puis laisser 40 minutes.

Retirer la viande du bouillon, et la couper en dés. Passer le bouillon et réserver. Préparer un roux brun (faire fondre du beurre, y ajouter graduellement de la farine en mélangeant, jusqu'à ce que la consistance soit onctueuse, puis continuer à remuer jusqu'à coloration) dans la cocotte, et le mouiller au bouillon. Sucrez au miel de [Narbonne](#), et ajuster l'assaisonnement à l'aide de réglisse en poudre.

Laisser réduire à la consistance voulue.

Saler dans l'assiette à la [fleur de sel de Camargue](#).

Présenter les cubes de viande en tas assez haut par rapport à la largeur « le terme clapas évoquant un tas de pierres », napper de sauce, et garnir le sommet de zestes de citron.

Accompagnements conseillés : tranches de polenta aux zestes de citron poêlées, salade de roquette à l'huile d'olive.

http://www.sunfrance.com/made_in_languedoc_roussillon/gourmands_et_gourmets/recettes/la_clapassade_de_michel_otell

10/10/2010 16:29

Marseille a la bouillabaisse, Montpellier aura la « clapassade »

Au terme d'un concours lancé par la ville auprès de ses habitants, un jury a choisi la recette qui sera attachée à la ville de Montpellier. Celle-ci, créée par un étudiant canadien, marie agneau et réglisse

Poivrez une belle poitrine d'agneau. Arrosez-la d'huile d'olive. Faites rissoler avec un gros oignon émincé et de la cassonade. Mouillez avec un bouillon de volaille et mettez le tout à mijoter 45 minutes dans une cocotte. Ajoutez des bâtons de réglisse. Laissez encore cuire 40 minutes. Retirez la viande. Préparez un roux brun, ajoutez-y le miel de Narbonne, la fleur de sel de Camargue et les zestes de citron. Découpez la viande en cubes pour obtenir des « clapas » (« tas de pierres », en occitan), napper de sauce à la réglisse. Vous pouvez maintenant déguster la « clapassade ».

Ce nom ne vous dit rien ? Rien d'étonnant. Cette recette originale est sortie de l'imagination de Michel Otell, un Canadien de 23 ans étudiant en sciences du langage à Montpellier. Sa création a été choisie parmi 240 recettes originales au terme du concours « Inventez le plat de Montpellier ! », lancé en août 2009 par la Ville.

« L'idée était de renforcer la fierté des Montpelliérains en dotant la cité d'un plat familial à base de produits locaux, facile à réaliser et d'un bon rapport qualité-prix », explique Michel Aslanian, conseiller municipal délégué à l'emploi et coordinateur du projet.

Dégustation gratuite le 15 octobre à la Foire de Montpellier

Même si son invention devient un jour aussi célèbre que la bouillabaisse de Marseille ou le cassoulet de Toulouse, Michel Otell n'en retirera aucun bénéfice, à part la chance d'avoir pu peaufiner sa recette avec un grand chef, Éric Cellier, de la Maison de la Lozère à Montpellier.

Le Canadien a cédé tous ses droits à la Ville de Montpellier. N'est-ce pas un peu artificiel de vouloir faire d'une recette créée de toutes pièces le plat emblématique d'une ville ? « Au contraire ! La plupart des recettes datent du XVIIIe siècle. Mais la cuisine ne doit pas être figée. J'espère que d'autres villes suivront cet exemple », rétorque le médecin nutritionniste Laurent Chevallier, membre du jury.

C'est un jury composé de 60 membres (chefs, journalistes spécialisés, élus, lecteurs du Midi libre) qui a départagé la semaine dernière les 10 finalistes. La ville va maintenant se lancer dans la promotion de sa clapassade. Le public pourra la déguster gratuitement le 15 octobre à la Foire de Montpellier.

Des cartes postales de la recette seront distribuées à l'office du tourisme, des autocollants posés sur la devanture des

restaurants. La municipalité espère surtout trouver un industriel qui commercialisera la clapassade à grande échelle, sous forme de conserves et de surgelés.

Anne-Isabelle SIX

<http://www.la-croix.com/article/index.jsp?docId=2442255&rubId=4076>

ON EN A PARLÉ

4 N°910 - Jeudi 14 octobre 2010

Montpellier éducation

WWW.DIRECTMONTPELLIEPLUS.COM

FESTIVAL INTER-UNIVERSITAIRE

CRÉATION ÉTUDIANTE



Dans le cadre du festival, le théâtre de la Vignette organise de nombreux spectacles.

Depuis hier et jusqu'au 22 octobre, les trois universités de Montpellier, l'université de Nîmes, l'université de Perpignan et le CROUS de Montpellier organisent la 2e édition d'"Open", un festival inter-universitaire dédié à la création étudiante. Ainsi, durant dix

jours, les campus vont vivre au rythme des réalisations artistiques étudiantes issues d'universités ou d'écoles françaises et étrangères. Cette deuxième édition présentera également des projets artistiques pluridisciplinaires (théâtre, musique, photos, danse, arts plasti-

ques, cinéma) ambitieux, portés par une même génération d'étudiants en cours de formation. Ainsi, ce sont plus de vingt spectacles qui seront répartis sur les trois villes et les différents campus tout au long du festival qui est gratuit et ouvert à tous. Profitez-en ! •

- ✓ Montpellier : Bibliothèque universitaire des sciences (du 14 au 22 octobre) : programmation non-stop de courts métrages numériques étudiants / Maison des Etudiants de l'UM2 : expo photo d'étudiants de Perpignan / Maison des Etudiants UM1 Campus Richter jeudi 14 octobre à 19 h 15 : 30 ans de monôme Pharma Montpellier (spectacle) et mercredi 20 octobre à 21 h : spectacle de danse avec la compagnie d'Anne Marie Porras, et vendredi 22 octobre à 21 h : groupe de reggae roots / Théâtre de la vignette
- UM3 : de nombreux spectacles sont prévus en soirée le jeudi 14, vendredi 15, mardi 19, mercredi 20, jeudi 21 et vendredi 22 octobre / Amphi 5.06 de l'UM2, vendredi 15 octobre à 21 h : rencontres d'improvisation théâtrale et jeudi 21 octobre à 19 h 15 : ensemble de musique de chambre et ensemble vocal.

AL'AFFICHE

"LE FILS NATUREL" ou "Les épreuves de la vertu", pièce de Denis Diderot, mise en scène par Hervé Loichemol, avec les élèves de l'école nationale supérieure d'art dramatique de la Comédie de Saint-Étienne, jeudi 14 et vendredi 15, à 19h15, à La Vignette. Dans le cadre du festival Open.



Théâtre Diderot ouvre La Vignette

Hervé Loichemol, le nouveau directeur de la Comédie de Genève a choisi "un monument du théâtre", *Le Fils naturel ou Les épreuves de la vertu*, de Diderot (1757) dans le cadre d'un stage avec les élèves de l'école nationale supérieure d'art dramatique de la Comédie de Saint-Étienne. Il s'agit de l'une des onze écoles reconnues préparant de futurs comédiens. "C'est le premier texte qui théorise un nouveau genre théâtral: le drame, entre la comédie et la tragédie", explique le metteur en scène. Peu jouée car peu éditée, la

pièce en cinq actes et en prose se passe au XVIII^e siècle et met en scène les jeux amoureux (Clairville aime Rosalie qui aime Dorval qui est aimé de Constance...). Après avoir joué la pièce en juin, au festival des Lumières de Ferney-Voltaire, les jeunes artistes ouvrent la saison du théâtre de la Vignette, jeudi 14 et vendredi 15, dans le cadre d'Open, le festival interuniversitaire de la création étudiante.

LUCILE PINAULT

Domaine :	Enseignement supérieur
Rubrique :	Actualité - Université - Politique de site - Gouvernance

Fusion à Montpellier : « Montpellier-II doit être à l'initiative de la création d'une université d'excellence » (Danièle Hérin)



Danièle Hérin, présidente de l'université Sciences et techniques du Languedoc (Montpellier-II)

© Montpellier-II

« Forte de sa reconnaissance internationale et de son poids dans le périmètre d'excellence, l'université Montpellier-II, en lien avec ses partenaires, doit aujourd'hui être à l'initiative de la création d'une université d'excellence sur Montpellier », estime Danièle Hérin, présidente de l'université Montpellier-II Sciences et techniques dans un document adressé à la presse, jeudi 30 septembre 2010. « Il s'agit de faire preuve d'innovation en matière de gouvernance de notre site, en co-élaborant avec nos partenaires un modèle d'organisation adapté à la conduite du

projet d'excellence, possédant l'ambition nécessaire à l'enjeu qui nous est adressé. » Pour Danièle Hérim, « ce modèle de gouvernance doit permettre de promouvoir, sans ambiguïté, l'excellence académique tout en préservant la démocratie universitaire. » Danièle Hérim définit le potentiel scientifique de Montpellier à travers sa capacité à aborder « l'étude des problèmes qui se posent à l'homme pour assurer un développement durable et pour s'adapter au changement global dans un environnement qu'il contribue à modifier ».

Pour Montpellier-II, le projet de gouvernance du site doit satisfaire plusieurs conditions : - donner une prééminence au périmètre d'excellence choisi pour être la locomotive du projet ; - associer les organismes de recherche dans les processus décisionnels et les entreprises partenaires ; - placer l'université au coeur du projet d'enseignement supérieur et de recherche de Montpellier et lui permettre de se placer au même niveau que les grandes universités européennes ; - assurer la cohésion de l'ensemble du site autour d'une identité et d'un projet. **LA FUSION DOIT ASSOCIER LES ORGANISMES ET LES ÉCOLES** La simple fusion des trois universités sous un format traditionnel - de type LRU - « manque l'objectif d'associer les organismes et les écoles », analyse Danièle Hérim. Et elle ne permet pas « de garantir la concentration des moyens en direction du périmètre d'excellence reconnu, dès lors que celui-ci ne disposerait pas d'une majorité suffisante dans les instances décisionnelles en charge de l'initiative d'excellence ». La présidente de Montpellier-II souhaite donc repenser profondément les modalités du processus de fusion en l'étendant à de nouveaux acteurs. Selon elle, ni la structure de PRES ni les dispositifs de fondation de coopération scientifique ou d'association loi 1901 ne répondent aux attentes des personnels et des étudiants en termes de démocratie universitaire. Confier le pilotage de l'initiative d'excellence à ces structures « reviendrait à placer les instances décisionnelles en charge de la répartition des moyens à l'extérieur de l'université ». Cela « conduirait inéluctablement » les formations innovantes et les meilleurs instituts de recherche à sortir des universités du site, et « priverait les personnels de la capacité à peser sur les grands choix qui y seront faits ». Danièle Hérim souhaite que les universités internalisent le processus d'initiative d'excellence.

Contact : Université Montpellier-II, Marie-France Dewast, service de presse, 04 67 47 54 97,
mfd@adequates.com, www.univ-montp2.fr

Universités : embrouilles autour d'un milliard d'euros

Les facs de Montpellier laisseront-elles filer un milliard d'euros du grand emprunt, faute de pouvoir s'entendre ? Pour l'heure, personne n'ose imaginer ce scénario. Et pourtant...

Les universités montpelliéraines affrontent le défi du siècle. Elles disposent d'à peine deux mois pour s'emparer d'un milliard d'euros. Destinée à doper la recherche - et irriguer indirectement toute l'économie locale -, cette somme fabuleuse ne sera débloquée par l'État qu'au terme d'un appel d'offres serré, qui place en concurrence toutes les universités françaises.

Problème : pour pouvoir gagner au jeu du grand emprunt Sarkozy, les universités doivent non seulement plancher sur des projets scientifiques ambitieux, mais également réaliser l'union sacrée. Pour l'heure, nos trois universités sont loin d'avoir trouvé un terrain d'entente. Ces discordes - que chacun cherche à minimiser par peur d'affoler Paris - plombent nos chances d'être retenus parmi les cinq à dix lauréats des "initiatives d'excellence". Retour point par point sur un dossier décisif pour l'avenir de la région.

• "Initiatives d'excellence" : des facs dopées à l'EPO

Avec les "initiatives d'excellence", le gouvernement entend faire émerger "cinq à dix pôles pluridisciplinaires d'enseignement supérieur et de recherche de rang mondial".

Sur les 35 milliards du grand emprunt Sarkozy, 22 sont consacrés à la recherche et 7,7 aux initiatives d'excellence. Dotés de tels financements - jusqu'à un milliard d'euros par site -, les campus retenus par le gouvernement bénéficieront d'un avantage incomparable sur ceux qui ne seront pas sélectionnés. "Ça passe une fois par siècle, une occasion comme celle-ci", note Anne-Yvonne le Dain, vice-présidente de la Région en charge de la recherche et des universités.

"L'ensemble des universités montpelliéraines souhaitent être retenues dans ce dispositif", déclare Danièle Héryn, présidente de Montpellier II. Les quelques universités sélectionnées joueront un rôle central dans la société de la connaissance de demain. Au milieu de ce bel enthousiasme, certains syndicats enseignants critiquent néanmoins la logique de compétition promue par ces "initiatives d'excellence".

Ainsi, selon le Snesup, "la volonté persistante de faire émerger une dizaine d'ensembles universitaires visibles au niveau international prépare et organise une concurrence féroce qui va se renforcer. Ces investissements sélectifs ne sauraient et ne pourront se substituer au nécessaire réajustement de l'État pour rattraper le retard de financement du service public d'enseignement supérieur".



Philippe Augé, président de l'université Montpellier I (médecine, droit, économie...). 26 294 étudiants.



Anne Fraïsse, présidente de l'université Montpellier III (arts, lettres, sciences humaines). 16 276 étudiants.



Dominique Deville de Perrière, présidente du pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), l'organisme qui accompagne la fusion des trois universités.



Danièle Héryn, présidente de l'université Montpellier II (sciences et techniques). 15 000 étudiants.

• Les bons et mauvais points de Montpellier

Montpellier est un bon élève de la recherche française. Les plus prestigieux organismes de recherche - Cirad, CNRS, Inserm... - y sont installés. La fac de sciences Montpellier II est même l'une des rares universités de l'Hexagone à apparaître en position honorable dans le prestigieux classement international de Shanghai. Mieux, "dans tous les domaines, Montpellier se classe au moins dans les cinq à dix meilleurs sites français", se félicite Anne Fraïsse, présidente de Montpellier III.

Bref : d'un point de vue purement scientifique, Montpellier a de sérieux atouts pour être retenu parmi les initiatives d'excellence. Mais "il ne suffit pas que le projet soit excellent sur le plan scientifique pour décrocher l'initiative d'excellence", remarque Philippe Augé, président de Montpellier I. Il faut également prévoir une gouvernance appropriée.

En clair, il faut qu'organismes de recherche et universités se mettent d'accord sur une structure commune qui redistribuera les crédits d'excellence et coordonnera le projet. Et c'est là que le bât blesse. Montpellier I est plutôt favorable à une "fondation de coopération scientifique" qui serait gérée par un PRES (pôle de recherche et d'enseignement supérieur). Montpellier II considère, quant à elle, que "ni la structure de PRES, ni les dispositifs de fondation de coopération scientifique ou d'association ne répondent à nos attentes".

En fait, Montpellier II, qui affirme être à l'origine de près de "80 % des projets d'initiative d'excellence", craint d'être sous-représentée dans la future instance de gouvernance. Montpellier III, au milieu, joue un peu le tampon entre Montpellier I et II : "C'est un équilibre à trouver, Montpellier III n'est hostile à aucune des solutions", déclare Anne Fraïsse. Ce flottement sur la gouvernance est le point noir du dossier de Montpellier.

• Un calendrier ultra-serré

Y aura-t-il une position commune d'ici le 22 octobre, date de la visite de René Ricol,

l'homme chargé de distribuer les milliards du grand emprunt ? Et si cette première étape est franchie, les trois universités montpelliéraines parviendront-elles, avant le 17 décembre, à présenter un dossier commun pour décrocher le milliard d'euros ? Dominique Deville de Perrière, présidente du PRES, n'a aucun doute : "Le 22 octobre, nous présenterons notre modèle de gouvernance et ce sera réglé."

Pour parvenir à trouver une vision commune, un comité de pilotage se réunit désormais chaque lundi au rectorat. Malgré cette bonne volonté affichée par Dominique Deville de Perrière, les trois universités semblent avoir besoin d'un peu plus de quinze jours pour trouver leur mode de gouvernance. Elles viennent à peine de se mettre d'accord sur un texte collectif qui définit les grands contours de leur projet.

Et pour les aider à trouver la structure adaptée qui permettra de piloter les projets de l'initiative d'excellence, les trois universités comptent s'appuyer sur un cabinet d'audit externe, qui leur fournira une solution clés en mains. Problème : cette entreprise privée n'est toujours pas désignée, à deux mois du rendu de l'appel d'offres. Aujourd'hui,

tous s'accordent à dire qu'il faut "inventer" un dispositif. Mais, pour l'heure, personne n'en trace précisément les contours, et c'est cela qui inquiète.

• Et si on ratait le coche ?

"L'avenir de toute une cité se joue là", prédit Anne Yvonne Le Dain. Si nous n'avons pas l'initiative d'excellence, alors il est certain que nos scientifiques les plus brillants iront là où l'herbe est plus verte. Au niveau de Montpellier II, Danièle Héryn est carrément alarmiste : "On n'est plus rien si on n'a pas les initiatives d'excellence."

Passer à côté de ces financements semble donc impensable pour Montpellier. Cependant, il ne faudrait pas céder à l'affolement : le gouvernement a prévu une session de repêchage pour ceux qui auraient échoué au premier passage : "Ce second appel permettra à la fois à de nouveaux candidats de postuler, et à des candidats qui n'auraient pas été sélectionnés au cours du premier appel à projets de présenter un nouveau projet tenant compte des recommandations du jury international d'évaluation." Tout est loin d'être perdu.

YANN VOLDOIRE

entouteslettres

ÇA FAIT DÉBAT

Non aux universitaires qui sont là pour tuer le temps

L'université française peut-elle survivre au XXI^e siècle ? Ce que nous lisons cette semaine dans *La Gazette* - "L'embrouille autour d'un milliard d'euros", page 15 - est le reflet des maux de l'Université française. Quand j'entends un universitaire s'indigner qu' "on se prépare à organiser une concurrence féroce au niveau international", on voit bien que la caste dirigeante universitaire n'a encore rien compris.

Prestige

Si elles veulent avoir un avenir, les facs doivent prendre les meilleurs pour devenir meilleures elles-mêmes. Elles ne peuvent pas se hisser aux plus hauts rangs mondiaux avec des individus qui sont là pour tuer le temps !

Si Harvard a de bons profs - et je sais de quoi je parle -, c'est parce qu'elle



La Gazette du jeudi 7 octobre 2010

a de bons chercheurs, de bons pôles pluridisciplinaires d'enseignement supérieur d'excellence, et de bons étudiants. C'est à l'université de se refaire un prestige pour figurer honorablement dans le classement international de Shanghai, sinon c'est la fin de la France !

Quand à l'autonomie de l'université, je suis totalement pour, même si c'est un peu darwiniste : ceux qui ne savent pas nager coulent ! L'école, comme l'université en France, est encore trop souvent un vecteur de reproduction sociale quand ce n'est pas un facteur aggravant.

JEAN-MARIE LECLERCQ
Les Arceaux
Montpellier

Montpellier : le directeur de Montpellier SupAgro propose de créer une FCS pour gérer

« La réflexion sur l'organisation et la gouvernance pour conduire l'initiative d'excellence doit être clairement dégagée de tout autre enjeu », constatent Étienne Landais, directeur de Montpellier SupAgro, et Philippe Puech, directeur administratif et financier d'Agropolis Fondation. Dans un texte commun transmis le 6 octobre 2010 aux membres du comité de pilotage « grand emprunt », et dont AEF a eu une copie, les deux auteurs élaborent une « proposition pour une structuration et une gouvernance possibles » pour l'initiative d'excellence et le PRES montpellierain. Selon eux, la solution réside dans la combinaison de deux personnes morales : un PRES EPCS et une FCS associée. « Cette solution rend crédible la volonté d'associer au PRES nouvelle formule les organismes de recherche qui n'avaient pas souhaité s'associer aux PRES actuels. » Le comité de pilotage « grand emprunt » se réunira lundi 11 octobre 2010 et sera consacré à la gouvernance de l'initiative d'excellence.

Si l'initiative d'excellence et la fusion des universités montpelliéraines sont complémentaires, selon Étienne Landais et Philippe Puech, les missions et les compétences à mobiliser ne sont pas les mêmes. L'université unique aura pour mission de gérer les missions universitaires classiques, « en mettant l'étudiant au centre du projet » dans le cadre d'une « gouvernance légitime aux yeux de la communauté académique ». « L'ambition d'excellence » ne prendra toute son efficacité que dans le cadre d'une « dynamique incitative, portée par une gouvernance managériale ». Cette gouvernance doit prendre appui sur les secteurs et les équipes dont l'excellence est reconnue pour « infuser et promouvoir l'excellence dans des secteurs aujourd'hui moins performants ».

QUATRE VALEURS DOIVENT GUIDER L'EXCELLENCE

Pour Étienne Landais et Philippe Puech, la dynamique d'excellence est à mettre en place autour de quatre valeurs : l'excellence académique, la professionnalisation, l'innovation et l'ouverture sur le monde. Concernant l'excellence académique, les deux hommes sont d'accord pour dire que les six pôles pluridisciplinaires (1) définis dans le cadre du plan campus ont « vocation à structurer le futur PRES et à en constituer le 'moteur' ». La professionnalisation « doit être l'ambition centrale en matière de formation ». Étienne Landais et Philippe Puech proposent la création d'un collégium d'ingénierie dans le futur PRES. Cette structure associative serait chargée « d'animer l'ensemble des acteurs, universitaires ou non, se réclamant de ce modèle ». Elle aurait pour mission de « développer des stratégies nouvelles associant l'université et les grandes écoles » et de « promouvoir dans l'ensemble du campus les actions en faveur de l'insertion professionnelle des diplômés ».

Concernant l'innovation, ils conseillent une organisation par pôles, chacun mettant en place une plateforme multi-services d'ingénierie de projets et d'appui au transfert et à la valorisation de la recherche, à l'innovation et à la création d'entreprises. L'ensemble de ces plateformes serait fédéré au sein d'une structure mutualisée au niveau régional, via une Satt. La dernière valeur devant guider la dynamique d'excellence est l'ouverture sur le monde. La mise en place d'une structure fédérative dédiée, commune à l'ensemble du campus est à creuser, estiment Étienne Landais et Philippe Puech. Cette ouverture doit recouvrir le développement de la mobilité internationale (étudiants, enseignants et chercheurs), l'internationalisation des campus, le développement de relations avec de grands centres universitaires et l'ouverture vers les pays du pourtour méditerranéen.

UN NOUVEAU PRES CENTRÉ SUR LES PÔLES D'EXCELLENCE

Le PRES qui succédera à l'actuel PRES Université Montpellier Sud de France (dont les deux objectifs sont la fusion des trois universités et l'opération campus) (AEF n°[95498](#)) devra avoir une gouvernance

structurée autour des six pôles d'excellence. Ceux-ci devront associer l'université unique, les écoles, les organismes de recherche, les écoles doctorales et les partenaires du monde économique. Pour Étienne Landais et Philippe Puech, la mission des pôles sera « d'animer, de coordonner et de dynamiser les activités de recherche, de formation (aux niveaux master et doctorat), de valorisation et de transfert ». Ils devront également « promouvoir l'excellence en tant qu'opérateur de la structure chargée de gérer les financements liés à l'initiative d'excellence ».

Chaque pôle pourrait disposer d'une « gouvernance légère » associant un « sénat académique », une instance décisionnelle et une direction opérationnelle. Chaque pôle bénéficierait d'une « structure-relais, affiliée à la structure de site et chargée de promouvoir l'excellence au niveau du pôle en s'appuyant sur le réseau des unités et des plates-formes d'excellence ». Les auteurs de la proposition cite en exemple le travail mené par Agropolis fondation à l'échelle agronomique en s'appuyant sur le RTRA.

UNE FCS POUR GÉRER L'INITIATIVE D'EXCELLENCE

Pour gérer l'initiative d'excellence, Étienne Landais et Philippe Puech optent pour la création d'une fondation de coopération scientifique. Elle s'appuierait sur un conseil d'administration « ramassé, indépendant, construit sur le modèle d'un 'board of trustees' » et sur un conseil scientifique. Le président du CA devra être « une personnalité de premier plan, extérieure à Montpellier ». Les auteurs de la proposition ne voient pas d'opposition à une présidence commune entre le PRES et la fondation. Le capital de la fondation serait constitué des fonds obtenus par le site montpelliérain dans le cadre du grand emprunt, auquel s'ajoutent la contribution des entreprises partenaires et la dotation des collectivités territoriales. La fondation privilégierait les financements incitatifs. Elle serait également chargée de trouver des financements complémentaires publics et privés.

Étienne Landais et Philippe Puech proposent que deux instance soient mises en place pour gouverner le PRES structuré en pôles d'excellence : une assemblée scientifique, correspondant au « sénat académique » du campus d'excellence (composé de représentants des chercheurs et des enseignants de chaque pôle), et un conseil d'administration (élus, représentants de personnes morales membres du PRES et personnalités extérieures). La gouvernance du PRES serait incarnée par un « président opérationnel », assisté d'un directoire (directeurs de chaque pôle et directeur du collégium d'ingénierie).

(1) Les six pôles pluridisciplinaires sont : agronomie-environnement, eau, biologie-santé, chimie, sciences humaines et sociales, MIPS (sciences des structures et des systèmes).

- **Contact** : Montpellier SupAgro, Ghyslaine Robinius, Responsable du service communication, 04 99 61 27 30, robinius@supagro.inra.fr, www.supagro.fr

Et Montpellier devint capitale de la recherche agronomique

Sur le fil, Montpellier a battu Rome pour décrocher le siège mondial du groupe qui gère et finance la plupart des recherches agronomiques du monde entier.

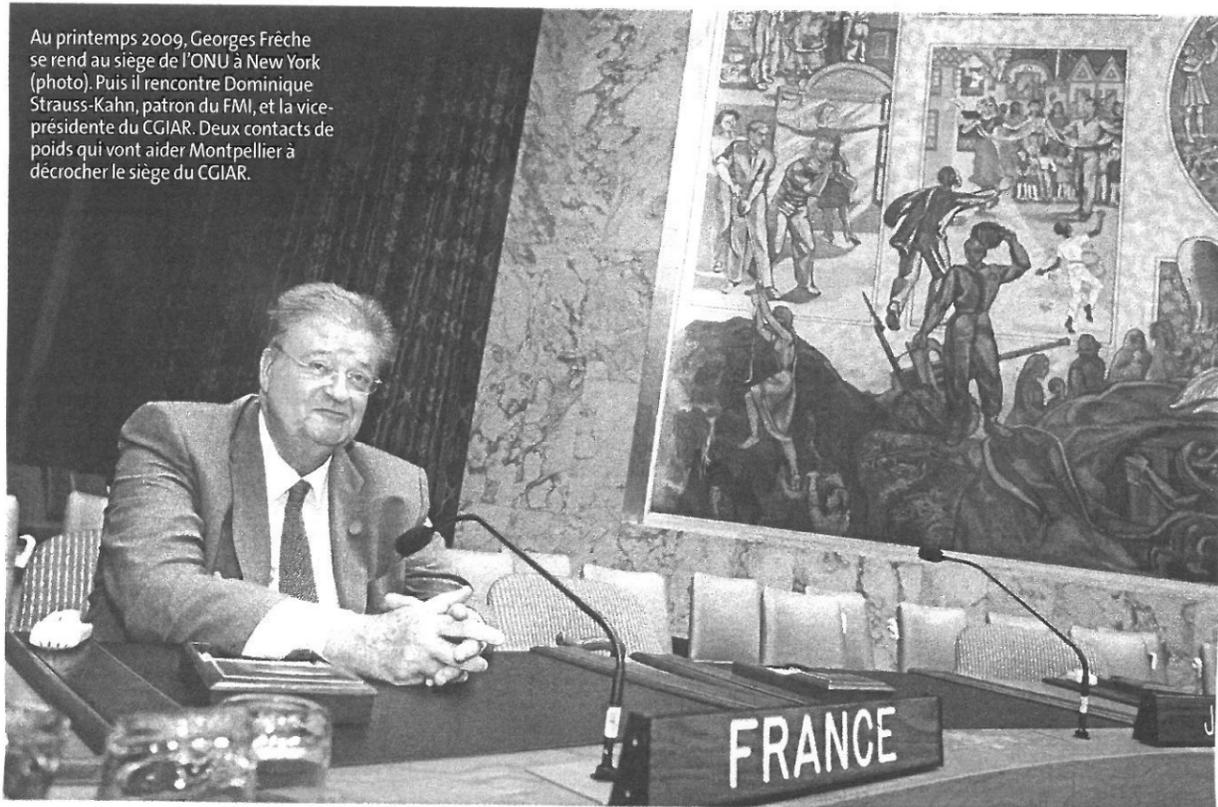
Montpellier capitale mondiale de la recherche agricole... ou pourquoi le Languedoc-Roussillon aime Georges Frêche. Cette tribune libre est parue sur le site du quotidien *Le Monde* du vendredi 8 octobre, elle est signée d'Yves Savidan, directeur des relations internationales d'Agropolis à Montpellier. Le trait est forcé? Non, Georges Frêche est pour beaucoup dans l'attribution à Montpellier du siège du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). Mais il n'a pas mené seul la bataille. Voici comment une ville moyenne a coiffé sur le fil des capitales comme Rome et New Delhi.

• Qu'est-ce que le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale?

Cette structure internationale lutte contre la faim. Pour cela, depuis 1971, elle organise et finance la recherche agronomique dans les zones sensibles par l'intermédiaire de quinze centres de recherche répartis dans le monde (10 000 chercheurs et techniciens). Leur vocation est de développer une plante particulière dans une région du globe (Centre pour le riz africain basé à Cotonou au Bénin) ou de traiter des grandes questions de société à l'échelle du monde (Institut de recherche pour les politiques alimentaires, basé à Washington). En 2009, le CGIAR a consacré 576 millions de dollars (403 M€) à la recherche agronomique. D'où provient cet argent? D'un fonds auquel abondent les gouvernements d'un certain nombre de pays "riches" (Grande-Bretagne en tête, Allemagne, États-Unis, France...), la Banque mondiale et des fondations comme celle de Bill et Melinda Gates (le fondateur de Microsoft) qui a amené au CGIAR 61 millions de dollars (42,7 M€) en 2009.

• Comment Montpellier a obtenu le siège international du CGIAR?

Il y a un peu plus de deux ans, afin de devenir plus efficace, le CGIAR décide notamment de se doter d'un siège mondial pour son secrétariat (gestion du personnel, harmonisation du système financier). Le Fonds du CGIAR, qui notamment recueille l'argent, restera à Washington. Mais le siège sera décentralisé. Presque immédiatement, Montpellier se porte candidate. Pourquoi? Entre autres, parce que la ville est déjà l'une des places fortes de la recherche agronomique mondiale. Un



Au printemps 2009, Georges Frêche se rend au siège de l'ONU à New York (photo). Puis il rencontre Dominique Strauss-Kahn, patron du FMI, et la vice-présidente du CGIAR. Deux contacts de poids qui vont aider Montpellier à décrocher le siège du CGIAR.

domaine qui emploie ici près de 3 000 chercheurs et techniciens avec des instituts comme le Cirad (1), l'IRD (2), l'IAM (3), l'Inra (4) et l'école Sup Agro. C'est, en termes humains et de moyens, l'un des trois plus importants centres mondiaux pour la recherche agronomique avec l'université de Davis (Californie) et le pôle de Wageningen aux Pays-Bas.

Trois personnes se mettent alors au travail. D'abord Henri Carsalade, qui a été notamment directeur général du Cirad, président d'Agropolis international (structure qui rassemble les instituts de recherche agronomique de Montpellier et Sup Agro) et sous-directeur du département du développement durable à la FAO (5) à Rome. Il a ses entrées dans les ministères de l'Agriculture et dans les centres de recherche agronomique du monde entier. Ensuite, Bernard Hubert, actuel président d'Agropolis. Et enfin, Anne-Yvonne Le Dain, directrice de recherche au Cirad et aussi, c'est important, vice-présidente du Conseil régional.

Tous trois commencent un discret mais efficace travail de lobbying au niveau montpelliérain, français et mondial. Mais ils savent que, si la cause est juste, elle est presque désespérée: en face de Montpellier se présentent Nairobi (Kenya), Addis Abeba (Éthiopie), capitales de pays en voie de développement, New Delhi, capitale d'un pays émergent (Inde), Rome, où se trouvent les sièges mondiaux de la FAO et du FIDA (6).

Trois éléments pèsent dans le dossier montpelliérain. Le premier, c'est l'engagement de Georges Frêche qui est rapidement convaincu par Anne-Yvonne Le Dain. Dans la corbeille, le président de Région met la



Henri Carsalade

construction du bâtiment qui accueillera le siège du CGIAR s'il s'installe à Montpellier: 4 M€, un chantier de deux ans, une implantation qui pourrait avoir lieu du côté de Lavalette, non loin du Lez et près du zoo de Lunaret. Il y a un peu plus d'un an, au cours d'un voyage aux États-Unis, il rencontre la vice-présidente du CGIAR à l'ONU et Dominique Strauss-Kahn, président du Fonds monétaire international, qui a un énorme carnet d'adresses et une certaine influence au niveau mondial. Le deuxième élément, c'est l'union sacrée de tout le monde agronomique de Montpellier. Le troisième, c'est la pré-



Anne-Yvonne Le Dain

sence de Paris. Trois ministères tirent dans le sens de Montpellier: l'Agriculture, la Recherche et les Affaires étrangères. Et finalement, c'est une lettre officielle de soutien à la candidature de Montpellier de Nicolas Sarkozy qui parvient au CGIAR. Après avoir reçu les dossiers de candidature, les responsables du CGIAR font le tour des sites en compétition. Au début de l'été, l'Uruguayen Carlos Pérez del Castillo, nouveau président du CGIAR, arrive à Montpellier. Il est reçu à la Région par Georges Frêche, visite Agropolis, est épaté par le fait que la Wi-Fi est disponible sur tout le campus, et trouve Montpellier

magnifique. Il s'en va ravi. Mardi 5 octobre, au moment du choix, le CGIAR n'a plus que deux candidatures sérieuses à départager: Rome et Montpellier. C'est cette dernière qui l'emporte.

• Quelle retombées Montpellier peut-elle attendre?

Les retombées économiques? Elles ne sont pas vraiment quantifiables. Une vingtaine de membres du CGIAR ayant statut diplomatique arriveront courant 2011. Ils s'installeront dans des locaux provisoires. Puis, dans deux ans, ils seront une cinquantaine à emménager dans le bâtiment qui servira de siège mondial au CGIAR. Chaque année, des conférences réuniront ici des chercheurs et des administratifs des quinze centres. Encore un peu vague. Par contre, les spécialistes s'accordent à dire que l'installation du siège du CGIAR est surtout importante pour l'image et la renommée de Montpellier et de la recherche agronomique montpelliéraine. Elle vient confirmer la place de la Ville et de l'Agglo au niveau mondial dans ce domaine.

HENRI-MARC ROSSIGNOL

- (1) Cirad: Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
- (2) Institut de recherche pour le développement.
- (3) IAM: Institut agronomique méditerranéen.
- (4) Inra: Institut national de la recherche agronomique.
- (5) FAO: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- (6) FIDA: Fonds international de développement agricole.

>> Les quinze centres regroupés au sein du CGIAR

Le secrétariat commun de ces centres se trouvera au siège du CGIAR... à Montpellier.

- Centre du riz pour l'Afrique, basé à Cotonou au Bénin.
- Biodiversité internationale, centre basé à Rome.
- Centre international d'agriculture tropicale, basé à Cali en Colombie.
- Centre pour la recherche forestière internationale, basé à Bogor en Indonésie.
- Centre pour l'amélioration du maïs et du blé, basé à Texcoco au Mexique.
- Centre international pour la pomme de terre, basé à Lima au Pérou.
- Centre international pour la recherche agricole des zones arides, basé à Alep en Syrie.
- Institut international de recherche sur les cultures des zones semi-arides, basé à Patancheru en Inde.
- Institut international de recherche pour les politiques alimentaires, basé à Washington aux États-Unis.
- Institut international de l'agriculture tropicale, basé à Ibadan au Nigéria.
- Institut international de la recherche sur l'élevage, basé à Nairobi au Kenya.
- Institut international de la recherche sur le riz, basé à Los Banos aux Philippines.
- Institut international de gestion de l'eau, basé à Battaramulla au Sri Lanka.
- Centre mondial d'agroforesterie, basé à Nairobi au Kenya.
- Centre mondial sur le poisson, basé à Penang en Malaisie.

Sécurité : les étudiants exigent des caméras

J'ai senti un revolver dans mon dos. Puis l'homme m'a poussé dans mon studio, témoigne Anthony, étudiant de 22 ans résidant à la cité U de Boutonnet. Il m'a obligé à lui donner mon ordinateur, mon téléphone portable, ma montre, ma carte bancaire, mon code, et même mon parfum."

Gardiens

Survenue lundi 27, cette agression a généré une certaine mobilisation. Jeudi 30, une centaine d'étudiants se sont réunis pour parler sécurité. "On a connu ces dernières années plusieurs cambriolages, un viol, et des trafics de drogue, déplore Pierre André, élu au conseil de résidence de la cité U. Nous exigeons la réparation des caméras de surveillance défectueuses et un meilleur contrôle d'accès aux entrées."

Les faits sont réels, même si le ton est un peu alarmiste. "Avec 800 résidents à Boutonnet, les délits sont statistiquement inévitables, fait valoir Philippe

Prost, le directeur du Crous*. Nous avons sur place deux gardiens et organisons six rondes nocturnes avec maître-chien. Mais la sécurité relève aussi du comportement des étudiants qui bloquent parfois les portes d'entrée avec des cailloux ou ne sont pas vigilants sur les personnes qu'ils reçoivent."

Pour autant, le Crous ne s'exonère pas de toute responsabilité. D'ici fin 2010, les quatre caméras de surveillance seront réparées. Et, comme le demandent les étudiants depuis trois ans, un contrôle d'accès va être créé côté tramway - là où il y a le plus de passage, alors que la loge est actuellement du côté route de Mende.

Bref, malgré des budgets limités, la situation semble prise au sérieux: le jour de notre passage, un électricien réparait le digicode en panne du bâtiment E - bâtiment où Anthony s'est fait agresser...

OLIVIER RIOUX

* Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.

Social Une nouvelle manif d'ampleur est annoncée

GRÈVE

→ L'intersyndicale vise une mobilisation plus forte que le 2 octobre

Pour la quatrième fois depuis la rentrée, les opposants à la réforme des retraites sont appelés à descendre sur le pavé, cet après-midi.

Dans l'Hérault, l'intersyndicale peut s'appuyer sur de nombreux appels à la grève lancés dans le secteur public (Éducation nationale, énergie, France 3, La Poste, territoriaux...) et d'autres déposés dans le privé assez peu mobilisé lors du dernier rendez-vous, samedi 2 octobre.

Un recensement exhaustif était difficile, hier, mais des salariés des Galeries Lafayette, d'Ikéo, de Dell Computer, d'IBM ont annoncé leur intention de participer à cette nouvelle mobilisation ainsi que



Lors de la dernière manifestation, samedi 2 octobre. Archives M. PIEYRE

les entreprises des secteurs de la métallurgie ou de l'aide à domicile. « Des appels ont aussi été lancés dans les cliniques privées de Montpellier », indiquait-on à l'union départementale CGT, où l'on assurait sentir « une mobilisation supérieure ». L'objectif des orga-

nisations est de concrétiser l'opposition au projet gouvernemental par des cortèges plus importants ou d'une ampleur comparable à ceux du 7 septembre, les plus importants depuis le lancement de la contestation. Aujourd'hui « impose de la part de tous

un effort sans précédent pour faire de cette journée d'actions et de grève un temps déterminant dans cette lutte », affirmait l'intersyndicale, la semaine dernière, dans un communiqué tourné notamment vers les étudiants, peu mobilisés jusqu'à présent. « Ça va de mieux en mieux mais cela reste difficile, c'est comme ça dans toutes les facs de France », notait, hier, une militante de Sud-Éducation.

Outre l'ampleur de la mobilisation, l'attention sera tournée, dès ce matin, vers les assemblées générales organisées dans les organisations et les entreprises. Les salariés y diront s'ils souhaitent reconduire immédiatement la grève ou attendre samedi et de nouvelles actions. ●

G. T.

► Outre Montpellier, des cortèges sont organisés, ce matin, à Béziers et à Sète.

Retraites

Contre la réforme. La journée d'action a connu un succès sans précédent. Plus de 3,5 millions de personnes dans les rassemblements. La grève se poursuit dans de nombreux secteurs.

LA RUE A RÉPONDU : MOBILISATION RECORD

La mobilisation contre la réforme des retraites, la quatrième en un mois, a atteint un record de participation mardi avec l'entrée en scène des nombreux jeunes, tandis que des grèves appelées à se poursuivre touchent des secteurs clés comme les raffineries. "Ce n'est pas un baroud d'honneur, la mobilisation monte d'un cran", selon le président de la CFTC, Jacques Voisin.

CGT et CFDT ont avancé le chiffre de 3,5 millions de manifestants, tandis que le ministère de l'Intérieur a évalué l'affluence à 1,23 million, battant le record absolu de la manifestation "anti-crise" de mars 2009, qui avait rassemblé 3 millions de personnes selon les syndicats, et 1,2 million selon la police.

Malgré le désaveu populaire, le Premier ministre François Fillon a opposé une fin de non-recevoir : "Nous sommes décidés à mener cette réforme à son terme", a-t-il répété excluant de nouvelles "concessions" alors que le Sénat a déjà voté les deux mesures phare de la réforme : recul à 62 ans de l'âge légal, à 67 ans de l'âge de la retraite sans décote.

Des milliers de lycéens et étudiants ont rejoint bruyamment les cortèges dans tout le pays. "Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue", scandaient à Toulouse des centaines de jeunes (lire ci-dessous). A Paris, les deux cortèges ont vu

défiler quelque 330.000 manifestant selon l'intersyndicale. Un record là aussi.

Des participations en hausse, parfois jamais atteintes auparavant, ont été relevées dans plusieurs grandes villes, comme à Marseille (230 000), Rennes (60.000), Nantes (95.000), Rouen (75.000), Grenoble (72.000), Lyon (à 45.000).

145.000 personnes ont défilé à Toulouse, où l'intersyndicale a prévu une nouvelle journée d'action jeudi, avant celle programmée au niveau national samedi.

La grève a été forte dans deux secteurs stratégiques : la SNCF et le pétrole. Onze des douze raffineries en métropole étaient touchées par des grèves, parfois partielles.

La poursuite des arrêts de travail est à l'ordre du jour. A la RATP, des assemblées générales ont largement reconduit la grève pour mercredi. Les cheminots devant se réunir aujourd'hui pour parler des suites, la SNCF prévoit des perturbations du trafic identiques à celles de mardi. La CGT du groupe Total, majoritaire, a appelé à la grève reconductible. Elle a déjà été votée dans les terminaux pétroliers du Havre.

Alors que des derniers sondages révèlent l'appui de 69% de la population au mouvement, les syndicats ont programmé une nouvelle journée de protestation samedi que Bernadette Groison (numéro un de la FSU) prédit encore plus large.

Voix citoyennes

Editorial

Onblée l'absurde querelle de chiffres. La force du mouvement social a été telle que le pouvoir n'a pas tenté de se livrer à ce médiocre dérivatif. Surpris, sans doute, par la montée en puissance de la révolte populaire. Avouons-le : même si l'enracinement de cette colère n'a cessé de grandir, nous sommes impressionnés par l'ampleur de cette mobilisation inédite depuis des décennies. Malgré la puissance de la bataille idéologique conduite par le patronat et la droite pour faire accepter cette régression, la résistance au projet tisse patiemment les conditions de sa victoire. Ce refus fait éclater les frontières des sympathies partisans. Il dessine un périmètre du rassemblement qui dépasse - de beaucoup - le cercle de l'opposition classique, syndicale ou de gauche. C'est le péché originel commis par Sarkozy lorsqu'il a tenté d'imposer à marche forcée son projet : il n'a pas compris l'attachement quasi charnel de notre peuple à une certaine idée du progrès social et des valeurs d'égalité. Aujourd'hui, le Président et la gouvernement sont dos au mur. Même s'ils feignent l'aveuglement ou la surdité, ils savent que leur position n'est plus tenable. Pour une seule raison : ce peuple en mouvement ne cèdera pas. Dès ce mercredi, quand dans des entreprises des dizaines de milliers de salariés voteront la reconduction de la grève. Dès ce samedi, quand les rues et les places de l'hexagone seront à nouveau envahies par plusieurs millions de citoyens. Une expression citoyenne majoritaire qui doit conduire le pouvoir à renoncer.

CHRISTIAN DIGNE



Une réforme rejetée, toutes générations confondues.

150 000 jeunes dans les manifs

"Plus de 150.000 jeunes (étaient) dans la rue contre la réforme des retraites", souligne l'Unef, premier syndicat étudiant pour qui, avec cette "participation exceptionnelle", la "mobilisation des jeunes est lancée".

"Il s'agit de la plus forte journée de mobilisation depuis le début du conflit", ajoute-t-il, appelant "l'ensemble des étudiants à construire la mobilisation dans la durée en se réunissant en assemblées générales,

en décidant d'actions sur les universités" et en participant à la journée de samedi 16 octobre.

Avec "près de 800 lycées mobilisés, dont 350 bloqués, et plus de 90.000 lycéens manifestant dans toute la France", "le tournant de la mobilisation lycéenne débuté jeudi dernier s'est bien concrétisé aujourd'hui", a estimé de son côté l'UNL. Le syndicat appelle les lycéens « à amplifier la mobilisation, notamment samedi aux côtés des salariés ».

Ils ne veulent pas lâcher

■ **PATRICIA**, enseignante à Marseille

"On est face à un mur, on est favorable à une grève reconductible pour briser ce mur. On ressent un grand mépris et on se dit qu'à part la grève générale, on voit pas ce qui pourrait faire qu'il se passe quelque chose".

■ **FRANÇOISE**, enseignante à Lille "On est venus à toutes les

manifestations et je viendrai à toutes celles qu'il y aura ensuite, peu importe les pertes de salaires".

■ **GILLES**, salarié aux Ciments Lafarge, Angoulême

"Je suis prêt à m'engager dans une grève plus longue. Il faut savoir ce que l'on veut. J'ai commencé à travailler à 17 ans et j'en ai 50, je commence à en avoir ras-le-bol".

■ **JACQUES**, technicien aéronautique à Bordeaux "La reconduction de la grève, il n'y a que cela qui fera lâcher le pouvoir. Devant un gouvernement autiste, c'est la seule voie qu'il nous reste pour nous faire entendre".

■ **PATRICK**, agent SNCF à Tours "On en est à plusieurs journées d'action, on a vu que ça ne fait

pas céder le gouvernement, alors c'est le dernier choix qui nous reste. Ce qu'il faut, c'est que tous les futurs retraités prennent conscience qu'on se bat pour eux".

■ **MICHEL**, secteur santé à Strasbourg "c'est dur de savoir si le fait que la grève est reconductible aura une influence. Tout dépend de

comment la population nous soutient".

■ **DAVID**, secteur socio-culturel à Tours

"Je ne suis pas forcément très optimiste sur l'issue des choses, mais il faut pouvoir s'opposer à un moment, c'est le seul moyen en démocratie qu'il nous reste aujourd'hui, vu qu'il n'y a pas de scrutin".

Retraites



Une même tendance dans toutes les manifestations: beaucoup plus de monde que lors des rassemblements précédents. Les jeunes en grand nombre.

« Continuer la lutte autant qu'il faudra »

Après le succès de la journée d'actions, les syndicats préparent la poursuite du mouvement.

Bernard Thibault
(Secrétaire général de la CGT)

"Les journées qui étaient déjà exceptionnelles depuis le mois de septembre sont dépassées. C'est spectaculaire le lendemain d'un vote au Sénat où justement le gouvernement comptait une nouvelle fois sur cet acte pour dissuader de l'utilité de se mobiliser. L'autre aspect spectaculaire, c'est l'extension d'arrêts de travail, de mouvements de grèves dans le secteur privé". Le secrétaire général de la CGT a déclaré que la mobilisation allait "continuer" afin de "contester cette réforme" et "refuser le report des âges de départ en retraite". Concernant les grèves reconductibles, il note que "c'est savoir s'adapter à une intransigeance gouvernementale", a-t-il dit. "Nous avons un nouveau rendez-vous samedi. Ce mouvement va continuer autant qu'il le faudra", les grèves reconductibles faisant partie des "hypothèses". "Aux salariés d'en décider", "on trouvera toutes les formes qui vont maintenir ce taux de mobilisation à un haut niveau le plus longtemps possible".

François Chérèque
(Secrétaire général de la CFDT)

"Après une telle démonstration de force, le gouvernement et le parlement doivent enfin bouger". Contrairement à la communication gouvernementale « si les jeunes étaient plus nombreux que le mois dernier dans les cortèges, cela ne suffit pas à expliquer l'augmentation du nombre de manifestants », précise le secrétaire général de la CFDT.

Désormais le gouvernement n'a plus le choix, « il doit répondre à ces mobilisations croissantes et faire enfin le choix du dialogue ».

Force Ouvrière

« Après 3 millions de manifestants le 23 septembre, la mobilisation s'est encore amplifiée ce 12 octobre, avec une présence encore renforcée dans le privé et la présence de nombreux jeunes, étudiants et lycéens à l'appel de leurs organisations : au moins 3,5 millions de manifestants ».

Unanimité parmi les syndicats : cette journée a été exceptionnelle. Elle aura des prolongements tout aussi déterminés. La gauche appelle le pouvoir à retirer sa réforme.

Réactions

Compte-rendu
Christian Digne

Bernadette Groison
(Secrétaire générale de la FSU)

"C'est une mobilisation encore plus importante que celle du 23 septembre" et elle prédit un "élargissement de la mobilisation" pour samedi 16 octobre.

Alain Olive
(Secrétaire général de l'UNSA)

Il estime que si la réforme des retraites était votée "en l'état" par le Parlement, elle serait "frappée en partie d'illégitimité, vu l'opposition de l'opinion publique à cette réforme, vu le mouvement qui dure maintenant depuis plusieurs mois".

Pierre Laurent
(secrétaire national du PCF)

Il s'est réjoui « de voir que toutes les générations s'entremêlent. Le gouvernement voulait avoir le mouvement à l'usure, c'est celui-ci qui l'aura à l'usure. Il y a aujourd'hui un immense problème démocratique quand des millions de gens descendent dans la rue, quand une majorité de notre peuple refuse la réforme. Le gouvernement devra écouter, devra céder ».

Jean-Luc Mélenchon
(Président du Parti de gauche)

« Il y a un moral de vainqueur chez les manifestants ». Il note « une volonté de poursuivre la lutte », avec « conscience et responsabilité ». Et d'affirmer en conséquence que sa formation, fera « tout ce qui dépend d'elle pour favoriser le développement des luttes par un travail militant, sur le terrain ». Nicolas Sarkozy "n'est pas légitime à s'acharner. (...) Les cimetières politiques sont remplis de gens qui prétendaient ne pas céder".

Martine Aubry

(Première secrétaire du PS)

"Les mobilisations ont été massives. Le mouvement s'amplifie et s'élargit. C'est la plus grande vague de manifestations qu'ait connue notre pays depuis longtemps". « On

ne réforme pas les retraites contre les Français. Il faut faire une réforme, mais pas celle là" poursuit Martine Aubry qui "en appelle au président de la République, garant de l'unité de notre pays et de la cohésion sociale" et "lui demande de retirer son projet, de recevoir les syndicats et les partis de gauche, afin d'engager enfin les négociations".

Cécile Duflot

(Secrétaire nationale des Verts)

C'est "le gouvernement qui fait monter la pression en étant sourd et brutal" et "il se grandirait" à reprendre les négociations pour "aboutir à un consensus national". Pour Europe Ecologie, « Ne pas réagir à ce grand refus et cette démonstration de force serait faire prendre un risque d'embrasement plus important encore. Le gouvernement doit remettre à plat sa réforme et sa volonté de passage en force. Une réforme juste et durable des retraites pour sauver le régime par répartition est possible à condition de ne pas pénaliser les seuls salariés et les plus fragilisés des citoyens ».

Nathalie Arthaud

(Porte parole de Lutte ouvrière)

Elle souhaite que "la grève soit plus explosive" pour que "le gouvernement et le patronat soient en situation de perdre". Elle espère un "mouvement comme en Mai 68" grâce à "la jeunesse qui a bien raison de descendre dans la rue".

Olivier Besancenot

(Porte-parole du NPA)

Il ne voit pas de "moyen plus efficace que la grève générale reconductible" pour la "victoire", et pense que "le gouvernement a du souci à se faire".

Retraites



Venus nombreux en renfort, les jeunes, surtout lycéens, ont impulsé une belle énergie à la manifestation montpelliéraine, pleine de bons mots et de musique.

« Si on arrive à la retraite pour filer à l'hôpital... »

Hier après-midi, les rues de Montpellier ont résonné. Des pas comme des battements de cœur, par milliers. Ivre de monde, la rue a imposé sa voix au chapitre des retraites qui s'écrit sans elle.

15h. Les Rives du Lez prennent des couleurs. Drapeaux, slogans, musique. Gamins, jeunes, vieux. Il flotte dans l'air quelque chose des grands rendez-vous. De ces ponts qu'on jette pour rallier les grandes causes. Par centaines, des jeunes, surtout lycéens, font leur place dans le cortège sous les applaudissements des aînés qui les attendent. « Sarko, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ! » Nadjimou, Louise, Yrwin, William, Mourad et Manon, en troisième au collège Joffre, sont venus entre potes. « On s'est renseignés. Ce qui nous attend me révolte. Parti comme c'est parti, on mourra avant de pouvoir prendre notre retraite... », s'emporte Louise.

Un peu plus loin, une centaine de lycéens d'Agropolis discutent déjà de l'AG du lendemain. Ils ont décidé de s'en mêler pour de bon. « On rentre dans la bagarre parce que rien ne bouge. Le gouvernement nous prend pour des imbéciles : il veut nous faire croire que cette réforme rendra service aux jeunes. En réalité, quand on va rentrer sur le marché du travail, il n'y aura plus de postes puisque les gens travailleront plus vieux et on devra cotiser plus longtemps », condamne

l'un d'eux. « Si on arrive à la retraite pour filer directement à l'hôpital... »

Avenue du Pirée, le cortège se met en marche, à perte de vue, sous les bons auspices de la Maison de la Poésie. Sous un pont, « le cœur de la résistance », composé de plusieurs dizaines de manifestants, passe un coup de « Chiffon rouge », comme une haie d'honneur aux

Des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux jeunes, sont descendues dans les rues de Montpellier pour rappeler au gouvernement que la loi ne se fait pas sans le peuple. Et que le peuple ne veut pas de cette réforme.

Reportage

Amélie Goursaud
Photos : Redouane Anjoussi

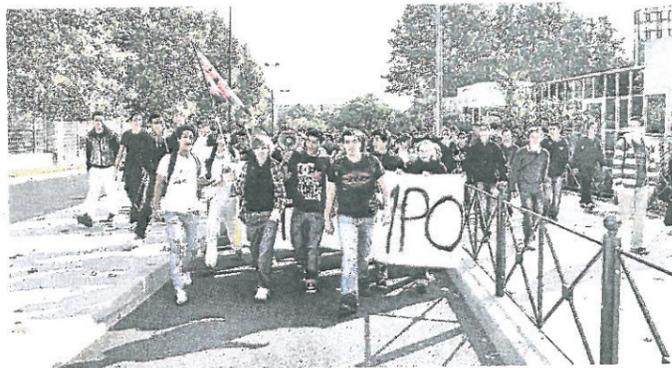
manifestants. Dans la foule, Nicolas tranche. Avec son armure, sa cote de maille et son heaume, il fait un brin démodé... « Ben quoi ? C'est bientôt le retour au servage, non, je me prépare ! », ironise-t-il. La bannière qu'il brandit

affiche : « Travaille, travaille, travaille, travaille, travaille... Meurs. Pour tous vos efforts dans la déstructuration de notre société et de la démocratie... merci, pour rien ». Quand il n'est pas chevalier, Nicolas, 33 ans, est intérimaire. « Là je suis entre deux missions, donc je peux venir manifester, mais en règle générale, on ne peut pas se le permettre : si on prend un jour, on n'est jamais rappelé », explique-t-il. Une précarité qui est « un facteur aggravant pour la retraite ». Alors avec la réforme... « Passer directement du boulot aux couches pour incontinents, c'est pas une vie ! », s'indigne-t-il. Mais, comme le rappelle la bannière : « Les seigneurs l'exigent ». Saignés par des seigneurs « sortis de grandes écoles qui décident pour les citoyens alors qu'ils ne connaissent rien du travail. On les enverrait une semaine ou deux travailler sur une chaîne ou dans un champ, peut-être qu'ils auraient un autre regard ! »

Emportée par son nombre, la foule est pleine de peps, de vie, de cris, de créativité. Ici, un Sarko couronné, tout vêtu de strass façon Clo-Clo, confortablement assis sur un cercueil en guise de trône, parade en brandissant une pancarte : « Voilà la réforme des retraites que je vous prépare ». Dans son sillage, une dizaine de personnes en chaises roulantes. Les éclipses de la réforme. Là, ce sont les lycéens qui se lancent

dans une chorégraphie synchro : « Trois pas en avant, trois pas en arrière, c'est la politique du gouvernement ». Partout, des chansons revisitées, comme « Les Bêtises », de Sabine Paturel : « Fallait pas voter pour moi, maintenant je suis le Roi. Je fais que des promesses, des promesses que je tiens pas... »

Sabine, salariée à Pôle emploi, sourit de plaisir devant toutes ces trouvailles. « Ça fait 30 ans que je fais ce métier. Et certes je ne pousse pas des wagonnets au fond de la mine, mais c'est un travail difficile psychologiquement. Je ne me vois pas du tout continuer jusqu'à 67 ans. On ne cesse de nous dire, comme un argument : on vit plus longtemps, on vieillit mieux. Mais ça c'est un acquis, je ne vois pas pourquoi il faudrait le perdre ! », estime-t-elle, convaincue qu'il existe une autre solution. Et puis il y a la manière : « On ne m'a rien demandé. Je suis contre la façon dont ce gouvernement fait les choses depuis qu'il est élu. On ne marche pas avec nous, on marche sur nous. C'est comme dans une famille ou un couple : au début les défauts ont du charme, et puis c'est moins bien, et un jour il y a une goutte d'eau qui fait déborder le vase. » Alors que Gainsbourg en appelle « Aux armes, etc. », les pancartes fusent : « 67 ans ? Et pourquoi pas 69 ? Quitte à se faire baiser... » ; « Quand on élit n'importe qui, il ne faut pas s'étonner s'il fait n'importe quoi ! ». Si les mots avaient des poings, Sarko serait KO. Car « rien, rien ne résiste à un peuple debout ».



Dès 8 heures hier, les principaux accès du lycée Mermoz étaient bloqués, tandis que les élèves de Champollion (Lattes) ont rejoint leurs camarades dans la matinée.

SYNDICAT

L'UNEF Y CROIT !



Hier midi, des enseignants et personnels de l'UM2 se mobilisaient en Assemblée Générale pour discuter du mouvement. Gabriel Holard, secrétaire général de l'UNEF sur l'UM2 était aussi présent, l'occasion de faire le point avec lui sur le mouvement étudiant à Montpellier.

DirectMontpellierplus : La mobilisation étudiante est-elle importante à l'UM2 et l'UM3 ?
Gabriel Holard : Il y a des actions ponctuelles avec des barrages filtrants, la distribution de tracts ou encore l'organisation d'assemblées générales sur les deux campus. On sent que la mobilisation progresse de plus en plus notamment après la grève de mardi. Mais les étudiants sont pour l'instant moins mobilisés que les lycéens.

A quoi est-ce dû d'après vous ?
C'est en grande partie lié au calendrier universitaire. Pour le moment les étudiants se sont surtout préoccupés de trouver un logement ou d'attendre leurs bourses. Mais quand tous ces problèmes seront réglés alors je suis sûr qu'il y aura une forte mobilisation.

Quelles sont les prochaines actions prévues ?

Vendredi, on prévoit un barrage filtrant à l'entrée de l'UM2 pour appeler à l'AG qui aura lieu à midi et une autre AG est prévue mardi à Paul Valéry. Ensuite, il y a également la grosse manifestation de samedi où nous serons présents mais comme beaucoup d'étudiants rentrent chez eux le week-end, pas sûrs qu'ils soient nombreux à la manifestation de samedi. *F. B.

RÉFORME DES RETRAITES

LES LYCÉENS ENTRENT DANS LE MOUVEMENT

Après les "grands", mardi, c'était au tour des "jeunes", hier, de manifester contre la réforme des retraites.

« On veut suivre le mouvement car ils ne savent pas que les lycéens s'intéressent à la réforme », assure Eugénie. Un mouvement de grève décidé au dernier moment, mardi soir, et initié par les 300 internes du lycée Mermoz : « On s'est levé très tôt, à 6 h 30, et on a organisé le blocus, explique Florian, l'un des meneurs du mouvement. On a motivé les gens, on a téléphoné et envoyé des SMS à ceux des autres lycées, et on leur a demandé de faire ça dans le calme car on ne veut pas de violence ». Ce qui n'a pas empêché une vitre du tramway de voler en éclats, hier, aux abords du lycée Mermoz, et des extincteurs d'être vidés. « On regrette ces débordements, mais ce ne sont pas des gens du lycée qui ont fait ça, c'était plus une bande de jeunes venus mettre le bazar ».

Une fois rejoint par les grévistes des lycées Agropolis et Champollion, le cortège a ensuite pris la direction du lycée Clemenceau, sur les coups de 11 h 30, afin de sceller une réunification attendue, où les deux groupes se sont courus l'un vers l'autre pour « passer un après-midi sympa entre potes ». Au son des « un pas en avant, deux pas en arrière, c'est la politique du gouvernement ! » ou des « Sarko t'es foutu, la jeunesse est dans la rue ! », les manifestants ont alors traversé la Comédie escortés par une poignée de policiers en moto. Et les profs dans tout ça ? « Ils nous comprennent, explique un lycéen qui se fait surnommer "Molière". Certains nous encadrent et tentent de limiter les



La manifestation s'est déroulée hier matin dans la bonne humeur. © S. H.

débordements. Certains nous ont même aidés à empiler les poubelles, pour ne pas qu'on se blesse ». Du côté de Clemenceau, le principal du lycée est devant la seule entrée possible et guette que ses élèves ne grimpent pas sur les murs et se fassent mal. « C'est bien tout ce qu'on peut faire ! ». Les lycéens semblent motivés en tout cas, car ils ne comptent pas en rester là. « On veut bien travailler, mais pas jusqu'à 80 ans ! relance Florian. J'ai pas envie de crever à 60 ans en soulevant des querons... Alors on reprend jeudi, dès 7 h du mat, et je ne sais pas quand on arrêtera la grève ». Une mobilisation qui pourrait bien durer plusieurs jours, au moins jusqu'à la manifestation nationale de samedi, voir aux vacances de la Toussaint, le 23 octobre.

Sébastien Hoebrechts

En bref

MERMOZ BLOQUÉ

Selon le rectorat, un seul établissement était complètement bloqué hier à Montpellier, à savoir le lycée Mermoz. Quatre autres étaient en grève mais libres d'accès : Clemenceau, Mendès-France, Champollion, Agropolis. Les autres lycées n'ont pas suivi le mouvement. Du côté de TaM, suite au préavis de grève déposé par la CGT-UGICT, de faibles perturbations sont attendues sur le réseau bus ce jeudi. Le trafic des lignes 1 et 2 du tramway devrait être, lui, assuré normalement.

AG SUR LES RETRAITES HIER A PAUL-VA

LA MOBILISATION PATINE



Malgré plusieurs votes hier, les étudiants restent divisés sur le blocage de la fac.

"Étudiant en amphitheâtre, gouvernement qui sourit". Et visiblement ce n'est pas près de changer à Paul-Valéry, malgré une recrudescence des élèves en AG, le mouvement peine à définir les actions à mener et à parler d'une seule voix.

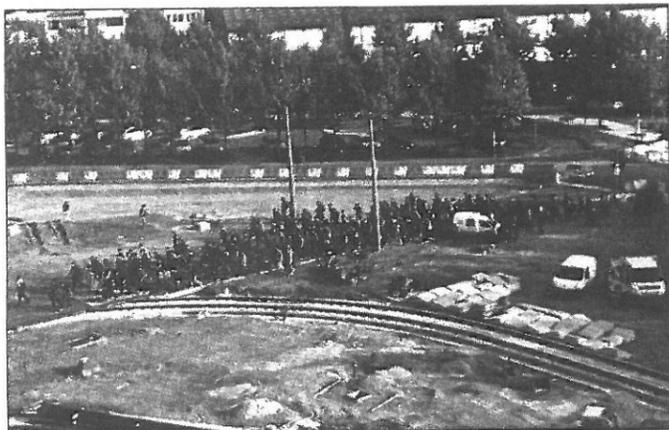
Ce qui est sûr, c'est qu'une grande majorité des étudiants est d'accord sur la mobilisation contre la réforme des retraites. La discorde est par contre présente sur les modes d'actions à adopter, en effet, les AG sont des réunions où les ordres

du jour sont complètement ouverts à tous sujets de réflexion, et à force de réfléchir et de faire voter les étudiants pour des sujets loin des retraites à chaque fin d'intervention (« pour ou contre le capitalisme » ou encore « contre l'économie de marché »), les participants perdent de vue les problèmes actuels.

Certains se lassent et partent après deux heures de débats sur la condition humaine, sous la huée d'autres qui veulent « prendre le temps ». Les étudiants sont aussi divisés sur le blocage de la fac, certains sont contre, car cela « fermerait des lieux de rencontre et casserait le mouvement car tous les étudiants resteraient chez eux ». D'autres sont pour car « l'arrêt des cours serait propice à laisser le temps à la réflexion ».

Lors de chaque mouvement étudiant, il y a des dissensions qui font patiner la mobilisation à ses débuts, mais Paul-Valéry n'a certainement pas dit son dernier mot. Le souci étant qu'à trop attendre, le train des manifestations risque de leur passer sous le nez... • G. M.

X4---



Les lycéens de Champollion, à Lattes, rejoignent Mermoz.



À Clemenceau, c'est le deuxième jour de blocage de l'avenue.

Retraites Lycéens et syndicats maintiennent la pression

SOCIAL

→ De nouvelles actions ont été organisées, hier, devant Mermoz et Clemenceau

La mobilisation sociale à Montpellier n'a pas faibli hier. Notamment grâce aux lycéens, qui ont maintenu la pression au lendemain de la grève contre la réforme des retraites. Au petit matin, le lycée Clemenceau était de nouveau le théâtre d'un barrage filtrant à même l'avenue. Provoquant encore des désagréments dans la circulation. Du bruit et des tentatives de mettre le feu aux poubelles (rapidement éteintes par les autorités présentes mais discrètes) ont émaillé une matinée mouvementée. Fait nouveau, ce sont les lycéens de Mermoz qui ont imité la démarche en proposant, devant leur établissement, un barrage identique. Les élèves de Champollion se sont rendus à Mermoz à pied, provoquant un gros embouteillage sur l'avenue de la Mer et des retards du tramway. Ils ont également été rejoints par les jeunes d'Agropolis. Ailleurs, comme à Joffre, le blocus devrait commencer ce matin. Les autres reconduisent le mouvement.

L'université Paul-Valéry ré-
fléchit encore avant d'entrer



Les élèves de Jean-Mermoz entrent dans la mobilisation. Ils seront rejoints, ce matin, par ceux de Joffre.

dans la bataille. Hier, les intersyndicales se sont aussi beaucoup agitées.

Côté salariés, maintenant : dans la soirée qui a suivi la manifestation de mardi, l'intersyndicale départementale s'est réunie pour, notamment, apporter son « soutien à celles et ceux qui reconduisent la grève... et appelle la population à rejoindre les cortèges de samedi. » D'ici là, les syndicats misent sur une montée en puissance du mécontentement. Aujourd'hui encore, des actions pourraient être menées dans plusieurs bureaux de poste du département, « où des revendications locales et nationales se

rejoignent », selon Sud-PTT. Alors qu'un rassemblement interprofessionnel d'information a eu lieu hier devant la Plateforme industrielle courrier (PIC) de Mauguio, où sont triées les lettres de l'Hérault, du Gard, de l'Aude et de la Lozère.

Des perturbations sont dès aujourd'hui possibles à pôle emploi, comme dans les services des finances publiques, où des assemblées générales sont prévues.

De leur côté, les gaziers et électriciens se mobilisent. Mardi, selon les sites, ils étaient de 40 % à 70 % à avoir fait grève. Parmi les actions spectaculaires : le démontage

du compteur électrique du Medef. Tandis qu'hier, les agents de GRDF Montpellier avaient décidé un arrêt de travail de quatre heures.

Côté Tam, le trafic devrait être, aujourd'hui, assuré à 100 % pour le tram et à 93 % en ce qui concerne les bus.

Enfin, le syndicat CGT Éduc'Action 34 appelait, hier, à la poursuite de la mobilisation dans et devant les établissements scolaires. ●

Textes Yannick POVILLON,
Michel MARGUIER

Photos Jean-Michel MART,
David CRESPIAN, Michel PIEYRE

► Nouvelle manifestation
samedi 16 octobre. Départ
14 h 30, rives du Lez.



◀ Rassemblement au centre de tri

Parce que c'est un centre névralgique du courrier distribué dans presque toute la région, l'intersyndicale du centre de tri, basé à Mauguio, a appelé à la grève pour rejoindre massivement le mouvement. « Ce n'est pas encore une cause majeure mais avec l'appui de l'opinion publique on peut y arriver », relevait, hier soir, Claude Lacalm, secrétaire fédérale de Sud PTT. Une assemblée générale tardive devait décider de la suite.